

sur des bases plus nettement définies, si la chose est possible. Nous les avons invités à revenir après la session, alors que nous pourrions consacrer plus de temps à l'étude de la question.

M. MURPHY: Puis-je demander à l'honorable premier ministre si des représentants des associations ouvrières lui ont fait des propositions à ce sujet?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Oui, je me suis entretenu longuement, hier soir, avec des délégués des sociétés ouvrières. Je les ai trouvés également disposés à apporter leur coopération pour soulager la misère que l'on redoute dans certaines parties du pays.

M. CARROLL: Je tiens à faire savoir au Gouvernement qu'à l'heure présente les aciéries de Sydney sont dans une situation excessivement précaire. Je n'ai aucun doute que le Gouvernement est déjà informé de cet état de choses, et que des observations lui ont été présentées à cet égard. Un certain nombre d'usines sont fermées et il est plus que probable que toutes les fabriques de rails se trouvent plus ou moins dans les mêmes embarras.

Je prierais le Gouvernement à unir ses efforts à ceux des syndicats ouvriers et des citoyens en général pour venir en aide aux fabricants de rails et aux ouvriers des aciéries non seulement à Sydney, mais dans tout le pays.

Plusieurs propositions s'offrent au Gouvernement et les probabilités sont qu'il les a déjà envisagées. Le Gouvernement pourrait, par exemple, donner des commandes anticipées de rails pour le chemin de fer de la baie d'Hudson, le Grand-Tronc-Pacifique et l'Intercolonial. Sept ou huit mille ouvriers sont actuellement sans ouvrage. Ils sont menacés de souffrir de la faim et la situation doit être à peu près la même dans toutes les aciéries canadiennes. J'é mets cette proposition en faisant abstraction de tout esprit de parti.

Un partisan du premier ministre m'a laissé entendre que ce dernier se proposait de saisir ses collègues de cette proposition. Tout ce qu'il pourra faire dans le sens que je viens d'indiquer recevra non seulement mon humble appui, mais la chaleureuse approbation des familles qui tirent leurs moyens d'existence des aciéries de la Dominion Company.

Le très honorable sir ROBERT BORDEN: Des observations nous ont été faites par un certain nombre des principaux citoyens de Sydney, et je crois savoir qu'une commande

[Sir Robert Borden.]

considérable—environ 10,000 tonnes de rails—est déjà donnée.

Le Gouvernement ne demandera pas mieux de faire de nouvelles commandes, si la chose était possible, mais on comprendra que le ministre des Finances doit tenir compte de l'état du marché financier en Canada et à l'étranger.

On nous a fait observer que des commandes qui avaient été faites par des compagnies de chemins de fer avaient été annulées; j'ai été prié d'intervenir d'une manière ou d'une autre pour obtenir que les compagnies en question maintiennent leurs commandes. Jusqu'à présent, le temps nous a manqué pour donner à cette question l'attention qu'elle mérite. La situation est excessivement compliquée, et mon honorable ami peut être certain que tout ce qui pourra être fait pour améliorer la situation à Sydney et ailleurs engagera la sérieuse attention du Gouvernement.

M. SINCLAIR: Le ministre des Finances ou le premier ministre ne pourra-t-il pas s'employer auprès des institutions financières pour qu'elles ne soient pas trop rigoureuses envers leur clientèle dans une circonstance comme celle-ci.

Je suis informé que les principales banques du Canada ont averti leurs succursales de ne pas permettre aux clients de dépasser leur crédit.

Les industriels, en très grande majorité, sont obligés de s'adresser aux banques pour obtenir les capitaux dont ils ont besoin; et vu que nous accordons de précieux privilèges aux banques, il me semble que la population devrait en retirer des avantages. Je regrette d'avoir à dire, après les renseignements que j'ai reçus, que les banques se sont montrées très sévères. Elles ont privé les gens des capitaux dont ils ont besoin dans le cours ordinaire de leurs affaires. Ces institutions jouissent de grands privilèges et se montrent avares de concessions aux entreprises commerciales.

Le très honorable sir ROBERT BORDEN: Le ministre des Finances m'informe qu'il a communiqué avec certaines banques au sujet de cette même question. Le Gouvernement fera tout le possible sans aller jusqu'à se substituer aux banquiers ou leur dicter une ligne de conduite.

M. MACDONALD: Les journaux ont annoncé que le Gouvernement devait déposer un projet de loi lui permettant d'intervenir directement si les marchands d'articles nécessaires à l'existence haussaient indûment leurs prix. Ces mesures préventives